

L'économiste du Togo

Le Journal des décideurs



Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0358 du Lundi 23 Aout 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis • (Page 08)

Amazon veut ouvrir plusieurs grands magasins

Le géant américain du commerce en ligne affiche désormais ses ambitions pour se faire...

Cryptomonnaies

Des hackers volent 97 millions de dollars à une bourse japonaise

Des pirates informatiques ont réussi à faire un casse virtuel sur une plateforme d'échange... • (Page 08)



Togo / Fonds National de la Finance Inclusive

• (Page 03)

Le produit Nkodédé passe à 10 millions de FCFA



Année scolaire 2021-2022

• (Page 04)

Le gouvernement rend la scolarité publique gratuite

Zilecaf

Le Togo dispose d'un document consolidé

Les femmes entrepreneures, transformatrices et commerçantes du Togo ont... • (Page 02)

Umoa-titres

3ème succès du Togo en autant d'émissions sur la maturité 10 ans

Le Trésor public togolais vient, à nouveau, de lever 27,5 milliards FCFA sur le marché des titres publics (MTP)... • (Page 04)

G5 Sahel / Covid-19

La BAD et le HCR soutiennent le plan de riposte sanitaire du Mali

La Banque africaine de développement et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés au... • (Page 06)

Développement communal

La mairie de Blitta 1 réceptionne des ouvrages

Plusieurs mairies deux ans après leurs mises en place, ont entamé des travaux de... • (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	548,000	5,005	766,500	606,000	439,750	84,500	148,750
Vente	655,957	555,000	5,065	773,500	612,000	446,750	86,250	151,500

Source : BCEAO

Zlecaf

Le Togo dispose d'un document consolidé

Les femmes entrepreneures, transformatrices et commerçantes du Togo ont validé le 19 août 2021 à Lomé, le rapport des consultations nationales dans le commerce de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), après avoir été consultées dans 9 villes et 7 frontières.

• Eyram AKAKPO

Désormais, le Togo dispose d'un document consolidé sur les préoccupations de ces femmes. Selon les informations données par nos confrères du site d'information 'Globalactu', ce document sera versé au protocole de la mise en œuvre de la ZLECAF. « Il s'est agi de comprendre leur profil dans le commerce continental et particulièrement, d'identifier les difficultés qu'elles rencontrent et définir avec elles les approches de solutions pour qu'elles soient plus dynamiques pour que la ZLECAF leur soit profitable et qu'elles soient les actrices clés de sa mise en œuvre », a expliqué Epiphane Meteteiton Houmey Eklou Koevanu, représentante du représentant résident du Programme des Nations Unies au Togo. Elle précise par ailleurs que les données collectées sur le terrain seront centralisées au niveau africain avec l'appui d'ONU femmes qui soutient le secrétariat de la zone. Les préoccupations des femmes seront donc intégrées dans le protocole sur la participation des femmes dans la ZLECAF et suivies jusqu'à l'adoption de ce protocole devant permettre une prise en compte effective des femmes dans la mise en œuvre du projet.

Le contenu du rapport

Selon la consultante Candide Leguede, un questionnaire a été présenté aux femmes contenant des questions comme 'quel était leur niveau de connaissance de la ZLECAF ?' et 'quelles sont les difficultés des femmes commerçantes dans la traversée des frontières pour le commerce transfrontalier ?'. « Il s'est avéré qu'elles ont beaucoup de difficultés. D'abord, il y a les règles d'origine qu'il faut connaître. Certains douaniers ne collaborent tou-



jours pas. Il y a également la méconnaissance des règles de libre circulation des biens, surtout concernant les biens qui doivent traverser la frontière et ceux qui ne peuvent pas. Vient s'ajouter le harcèlement. Les femmes n'arrivent pas à faire valoir leurs droits et sont brimées. C'est compte tenu de toutes ces difficultés que nous allons faire des recommandations, puisque c'est sur cette base que nous allons formuler le protocole des femmes pour la ZLECAF », a-t-elle expliqué. Aussi, a-t-elle précisé, le document de la ZLECAF sera-t-elle la compilation des différentes règles sous régionales pour en faire une seule

régle continentale. « Il va falloir aller vers la sensibilisation, préparer les femmes à l'exportation et leur dire que si elles connaissent les règles, le commerce transfrontalier se fera de façon sécurisée puisque les droits de douane seront éliminés. Il faut aussi qu'elles maîtrisent les produits sensibles et non sensibles déjà libéralisés », a-t-elle ajouté. En ouvrant les travaux de l'atelier de validation du rapport des consultations nationales des femmes dans le commerce de la ZLECAF, le Directeur du commerce extérieur s'est félicité du fait qu'à terme, c'est le commerce extérieur qui sera boosté.



AUX DECIDEURS...

Changement climatique, quelle voie pour l'Afrique ?

Malgré la projection d'une diminution des précipitations moyennes sur presque toutes les régions d'Afrique, de fortes précipitations et des inondations pluviales sont probables. L'augmentation des extrêmes humides a des effets considérables sur presque tous les secteurs socio-économiques, de l'agriculture à l'eau, en passant par l'environnement et les infrastructures. Ce sont quelques-uns des secteurs clés du développement socio-économique.

Ceci – aggravé par la croissance démographique – donne une image inquiétante des défis qui nous attendent. Ceci est susceptible d'élargir l'écart de développement existant, appelant à des efforts concertés pour renforcer les mécanismes de réponse aux futurs défis posés par le changement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – un organisme de l'ONU chargé de fournir des informations scientifiques sur le changement climatique – a publié un nouveau rapport majeur, rassemblant les preuves d'un large éventail d'observations climatiques actuelles et anciennes. Il s'agit de la compréhension la plus récente du changement climatique, rassemblant les dernières avancées de la science du climat.

Il est crucial que nous ayons une bonne compréhension des résultats car ils donnent une indication de ce à quoi pourrait ressembler notre avenir.

Selon le rapport, le réchauffement climatique est évident, chacune des quatre dernières décennies étant successivement plus chaude que toutes les décennies qui l'ont précédée depuis 1850. Les précipitations moyennes sur terre ont également augmenté depuis le milieu du 20e siècle. De plus, il existe un degré de confiance élevé selon lequel le niveau moyen de la mer a augmenté de 0,15 à 0,25 m entre 1901 et 2018.

La principale préoccupation est qu'à mesure que le réchauffement se poursuit, les événements climatiques plus extrêmes, tels que les sécheresses, devraient augmenter à la fois en fréquence et en intensité. Ce réchauffement est principalement dû aux émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines telles que la combustion de combustibles fossiles (charbon, gaz naturel et pétrole) et la production de charbon.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Fonds National de la Finance Inclusive

Le produit Nkodédé passe à 10 millions de FCFA

Permettre aux bénéficiaires en fin de cycle des produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) d'obtenir un crédit bancaire. Dans cette optique, le Directeur général du FNFI, N'DASSIM T. Songaï et le Directeur général de la banque Orabank-Togo, Guy Martial AWONA, ont procédé, jeudi 19 août 2021 à Lomé, à la signature actant le lancement officiel du cycle 2 du produit dénommé N'Kodédé.

• Bernard AFAWOUBO

D'un montant maximum et inédit de 10 000 000 FCFA, N'Kodédé cycle 2 est accordé aux bénéficiaires du premier cycle ayant honoré leurs engagements sans incidents auprès de la banque Orabank-Togo. En effet, le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) a procédé ce jeudi 19 août 2021 au lancement du cycle 2 de son produit dénommé N'kodédé. C'était au cours d'une cérémonie de signature entre le Directeur général du FNFI, N'DASSIM T. Songaï et le Directeur général de Orabank-Togo, Guy Martial AWONA. Ceci, en présence de la Ministre auprès du Président de la République chargée de l'Inclusion Financière et de l'organisation du Secteur Informel, Mazamesso Assih. Initié par le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) en partenariat avec Orabank, N'Kodédé permet aux bénéficiaires en fin de cycle des produits FNFI d'obtenir un crédit bancaire. Depuis son

lancement en janvier 2020, les résultats ont été significatifs et l'impact réel sur le soutien entrepreneurial et l'inclusion financière des populations. Selon les premiers bilans, à la date du 15 Août 2021, les Micros, Très Petites, et Moyennes Entreprises (MTPME) créées par les bénéficiaires ont bénéficié de financement pour un montant total de 238 000 000 FCFA avec un taux de remboursement de 100%. Pour les autorités, c'est un pari réussi. C'est fort de ce progrès et en cohérence avec l'engagement du Président de la République, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé lors de son lancement, qu'un rehaussement du plafond de crédit N'Kodédé a été décidé à travers la mise en place du cycle 2. D'un montant maximum et inédit de 10 000 000 FCFA, N'Kodédé cycle 2 est accordé aux bénéficiaires du premier cycle ayant honoré leurs engagements sans incidents auprès de ORABANK-Togo. Son taux d'intérêt est de 7% remboursable sur 36



• Echange de paraphes entre le DG / Orabank Togo et le DG / FNFI

mois, y compris un différé au besoin. Selon la vision du Chef de l'État, la finance inclusive au Togo ne servira plus à sortir les femmes et les jeunes de la pauvreté mais à faire d'eux des chefs d'entreprise qui participent à la solidité du tissu écono-

mique. Ce qu'a salué la Fédération des Bénéficiaires des Services Financiers Febesef. Pour le Dg FNFI, « le produit N'kodédé a opéré une véritable révolution ». Car de simples Activités génératrices de revenus, les bénéficiaires sont passées à des entreprises

formelles. Ce qui motive à lancer le second cycle avec le montant de 10 millions FCFA sous le leadership inclusif de la Ministre auprès du Président de la République chargée de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel ». De son côté, le Directeur Général Orabank

a salué la capacité de remboursement des bénéficiaires du premier cycle Nkodédé et a réaffirmé l'engagement de l'institution à travers la mise en place d'une enveloppe de financement de 2 milliards FCFA pour ce second cycle. Il annonce qu'une centaine de demandes sont déjà enregistrées au niveau de son institution bancaire. Autorité de tutelle du FNFI, la ministre Assih Mazamesso a adressé ses gratitudeux aux bénéficiaires. En effet, c'est surtout grâce à ces dernières que la réussite de l'inclusion financière se constate. D'ailleurs, fait-elle remarquer, les autres pays n'ont pas pu faire aussi facilement la transition entre la microfinance et la banque. La ministre a également insisté sur le leadership du Chef de l'Etat et son souci permanent d'accompagnement des couches vulnérables pour leur autonomie et leur contribution à la croissance économique de notre pays. Elle a appelé à une mobilisation permanente pour continuer à relever ce défi.

**Baromètres Togo**

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Année scolaire 2021-2022

Le gouvernement rend la scolarité publique gratuite

Le gouvernement togolais vient de prendre deux décisions importantes, afin de soulager les parents d'élèves à l'approche de la rentrée scolaire 2021-2022.

● Eyram AKAKPO

Dans un communiqué rendu public le 21 août 2021, le gouvernement informe la population de la prise de nouvelles mesures pour les accompagner en ces moments de crise sanitaire que traverse le monde. La première mesure est la gratuité (prise en charge par l'Etat) des frais d'inscription pour l'année scolaire 2021-2022 pour les collèges et lycées d'enseignement publics sur toute l'étendue du territoire national. La seconde concerne la prise en charge par l'Etat de la tranche sociale des fac-

tures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021. « Pour atténuer l'impact de la pandémie sur nos concitoyens, le gouvernement sur orientation du chef de l'Etat, a pris très tôt, non seulement des mesures de riposte sanitaire mais également diverses mesures fiscales et sociales, tel que le programme Novissi, pour soutenir l'activité économique et soulager les populations vulnérables », indique le communiqué. Le gouvernement tout en saluant le courage de la vaillante population togolaise, l'exhorte à encore plus

de discipline et de vigilance dans le respect des mesures de riposte contre la pandémie de covid-19. Il invite par ailleurs la population à adhérer massivement à la campagne de vaccination en cours dans le pays. Il faut souligner que depuis un certain temps, la population togolaise est confrontée aux conséquences économiques de la crise sanitaire qui est la vie chère avec notamment la hausse du prix du carburant, des péages et des produits de premières nécessités.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Communiqué
du Gouvernement

La crise sanitaire que traverse le monde a eu des impacts socio-économiques sur toutes les populations et menace de creuser encore plus le fossé des inégalités et des vulnérabilités.

Dans la poursuite des actions de renforcement de la résilience des populations togolaises et conformément à l'engagement du Chef de l'Etat, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, de ne laisser personne sur le côté, particulièrement en cette période de préparation de la rentrée scolaire, le Gouvernement décide des mesures suivantes d'application immédiate :

1. La gratuité (prise en charge par l'Etat) des frais d'inscription et de scolarité pour l'année scolaire 2021/2022 pour les collèges et lycées d'enseignement public sur toute l'étendue du territoire togolais.

2. La prise en charge par l'Etat de la tranche sociale des factures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021.

C'est le lieu de rappeler que pour atténuer l'impact de la pandémie sur nos concitoyens, le Gouvernement, sur les orientations du Chef de l'Etat, a pris très tôt, non seulement des mesures de riposte sanitaire mais également diverses mesures fiscales et sociales, tel que le programme Novissi, pour soutenir l'activité économique et soulager les populations vulnérables.

Le Gouvernement salue le courage de la vaillante population togolaise et l'exhorte à encore plus de discipline et de vigilance dans le respect des mesures de riposte contre la pandémie de covid19. Il l'invite à adhérer massivement à la campagne de vaccination en cours.

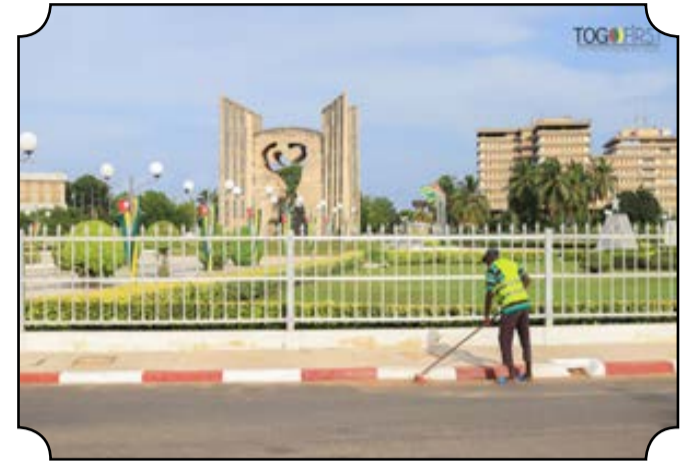
Fait à Lomé le 21 août 2021
Le Gouvernement.

Umoa-titres

3ème succès du Togo en autant d'émissions sur la maturité 10 ans

Le Trésor public togolais vient, à nouveau, de lever 27,5 milliards FCFA sur le marché des titres publics (MTP) de l'Umoa. L'opération réalisée ce 20 août est la troisième sortie du pays sur la maturité 10 ans au cours de l'exercice 2021.

Après le franc succès de la première émission sur cette maturité en avril, les résultats de l'émission de titres à long terme ce 20 août en vue de soutenir la relance économique, confirment le bon positionnement du Togo sur cette maturité, sur le même trend que son opération réalisée en juillet dernier. En effet, les deux opérations portent les mêmes termes de référence, le montant recherché étant de 25 milliards FCFA avec un nominal de 10 000 FCFA, associé à un taux d'intérêt de 6,15%. Il faut néanmoins noter que cette fois-ci, les soumissions ont été plus importantes. Si le montant retenu par le pays pour un rendement de 6,02%, est



identique à celui de l'émission de juillet, il ne représente que 22,5% de près des 121 milliards FCFA proposés par 92 soumissionnaires. Par ailleurs, avec cette nouvelle incursion à succès, le Togo porte à 435,5 milliards

FCFA, le montant global levé auprès des investisseurs régionaux et devrait, selon les prévisions, engranger 135 milliards FCFA supplémentaires au moins d'ici à la fin de l'année.

Avec Togo First

Anti Covid-19

Le Togo reçoit 200 000 nouvelles doses de Sinovac

Le ministre de la santé, Moustafa Mijiyawa, entouré du ministre délégué à l'accès universel aux soins et de l'ambassadeur de Chine, a officiellement réceptionné vendredi 20 août 2021, 200 000 nouvelles doses du vaccin Sinovac.



● Junior AREDOLA

Ce lot, offert par le gouvernement chinois dans le cadre de la coopération sino-togolaise, s'ajoute aux 200 000 reçus en avril dernier. Les vaccins déployés pour la vaccination des étudiants dans les universités publiques du Togo, vont permettre au pays de renforcer davantage sa lutte contre le Covid-19. Il s'agit de la seconde réception de vaccins au cours de ce mois. Il y a trois

semaines en effet, le Premier ministre a accueilli près de 120 000 doses de vaccins Johnson & Johnson produits sur le continent. Pour rappel ; l'OMS a validé en juin 2021, le vaccin anti-COVID-19 Sinovac-CoronaVac pour une utilisation d'urgence, donnant ainsi aux pays, aux bailleurs de fonds, aux organismes d'achat et aux communautés la garantie qu'il répond aux normes internationales en matière d'innocuité, d'efficacité et de fabri-

cation. Ce vaccin est produit par le laboratoire pharmaceutique Sinovac, qui se trouve à Beijing. L'autorisation au titre du protocole OMS d'autorisation d'utilisation d'urgence (EUL) est une condition préalable à l'approvisionnement en vaccins par le Mécanisme COVAX et aux achats internationaux. Il permet aussi aux pays d'accélérer leur propre processus d'autorisation pour pouvoir importer et administrer les vaccins contre la COVID-19.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

DISTRICT AUTONOME DU GRAND LOME

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie

PROJET ENVIRONNEMENT URBAIN DE LOME (PEUL III)

Composante 4 : « Sport et Développement »

Appel à projets 2021 à destination des associations et fédérations sportives des
13 communes du DAGLLISTE DES PROJETS RETENUS▪ Lot 1 : Fédérations

N°	NOMS	TITRE DU PROJET
1	Fédération Togolaise de Gymnastique (FETOGYM)	Pratique sportive et bien-être
2	Fédération Togolaise de Badminton (FETOBAD)	Le Badminton pour tous et gestion des déchets
3	Fédération Togolaise de Vététré (FETOV)	FETOV Green Campaign

▪ Lot 2 : Associations/Groupements d'associations

N°	NOMS	TITRE DU PROJET
1	Leading Youth Sport and Développement Milédou (LYSD)	Milédou - Lomé
2	Amis du Future (AF)	Sport et développement durable
3	ONG Jeunes Verts (JV)	Projet stade propre
4	Jeunesse Wara Sporting Club	Pratique sportive et implication citoyenne en faveur de l'environnement
5	Fraternité des Jeunes pour le Développement au Togo (FRAJED-Togo)	FootJog'Environnement
6	Cercle d'Aide Femme-Enfant (C.A.F.E)	Le sport et les valeurs basées sur le genre
7	Passion Football Club (PFC)	Sport et développement socioéducatif des jeunes vulnérables de la commune du Golfe 1
8	Association Femme Sport et Développement (FESDEV)	Festival de volley-ball des jeunes filles leaders des 4 communes et formation sur la thématique de l'environnement

Av. Nicolas Grunitzky, Quartier Administratif -BP : 326 Lomé-Togo, Tél. : +(228) 22 21 26 20 / 22 21 06 25
E-mail : dagl@dagl.tg, site web : www.dagl.tg

9	Initiative pour un Développement Durable en Afrique (I2DA)	Gestion durable de l'environnement de la commune d'Agoè- Nyive
10	Lions Roller Club (LRC)	Eco-Roll

Fait à Lomé, le 17 AOÛT 2021

Le Secrétaire Général pi

 Tagba Ataféyinam TCHALIM

G5 Sahel / Covid-19

La BAD et le HCR soutiennent le plan de riposte sanitaire du Mali

La Banque africaine de développement et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés au Mali (HCR) ont remis, vendredi, trois ambulances médicalisées et plusieurs équipements au gouvernement du Mali pour l'aider à faire face à la pandémie de Covid-19 qui sévit dans le pays depuis mars 2020.

● Nicole ESSO

Le don, d'une valeur de près de deux millions d'unités de compte (2,85 millions de dollars américains) réceptionné par le ministre de la Santé publique du Mali, Dr Diéminatou Sangaré, comprend également du matériel médical, des médicaments, des réactifs et des équipements de laboratoire. Il a été remis par le représentant par intérim de la Banque africaine de développement au Mali, Firmin Bri et le représentant du HCR dans le pays, Louis Nyamenda. Ce don, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui en faveur des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la pandémie de Covid-19 est destiné au ministère de la Santé publique du Mali. Le projet, coordonné par le secrétariat exécutif du G5 Sahel, est financé par la Banque africaine de développement pour plus de vingt millions de dollars américains et mis en œuvre par le HCR en collaboration avec les gouvernements des cinq pays membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Ce financement est destiné à ren-



forcer la capacité de réponse des pays du G5 Sahel et à moderniser leurs systèmes de surveillance épidémiologique. Le projet soutient également le déploiement de mesures nationales de protection sociale au bénéfice des déplacés internes, des réfugiés et de leurs communautés d'accueil. Il contribue aussi à appuyer les systèmes alimentaires et nutritionnels. En ce qui concerne les achats internationaux d'articles médicaux, trente-deux articles ont déjà été reçus par le Mali. Le pays a aussi soumis un plan pour l'acquisition d'équipements hydrauliques et la construction de latrines en semi-durables (en lieu et place de latrines préfabriquées) qui répondent à la stratégie nationale et aux habitudes communautaires. La construction des latrines sera accompagnée de campagnes de sensibilisation sur l'hygiène, notamment sur le lavage des mains. De même, il est prévu, d'ici à la

fin août, quatre formations intensives et spécifiques au profit des agents de santé sur la surveillance épidémiologique, la réponse à la pandémie de Covid-19 et la prise en charge en santé mentale et psychosociale des malades et de leur entourage. Un accord entre le HCR et la direction nationale du développement social du ministère de la Santé publique du Mali devrait être bientôt finalisé pour permettre le démarrage de ces formations. Le Groupe de la Banque africaine de développement a également accordé au G5 Sahel un don d'environ 1,4 million de dollars provenant de sa Facilité d'appui à la transition pour renforcer les capacités d'exécution et de coordination de son secrétariat exécutif. Ce financement permettra également d'organiser des formations sur la biosécurité et la gestion des déchets biomédicaux dans les cinq pays membres de l'institution sous-régionale.

Dividendes 2020

Total Côte d'Ivoire versera 6,882 milliards FCFA à ses actionnaires

La société Total Côte d'Ivoire, filiale de la multinationale pétrolière du même nom, paiera à ses actionnaires le 27 septembre 2021, au titre de l'exercice 2020, un dividende global net de 6,882 milliards de FCFA (10,323 millions d'euros).

Rapporté aux 62.961.600 actions qui composent le capital de la société, le dividende net par action s'élève à 109,314 FCFA contre 113,5 FCFA en 2019, soit une baisse de 4,186 FCFA. Le dividende net par action qui sera versé aux actionnaires représente 218,62% de la valeur nominale de l'action qui est de 50 FCFA. Au 31 décembre 2020, Total Côte d'Ivoire avait réalisé un bénéfice après impôts de 7,648 milliards de FCFA en forte baisse de 27% par rapport à 2019. Son chiffre d'affaires et autres produits était de son côté en retrait de 7,88% à 418 milliards de FCFA contre 454 milliards de FCFA en 2019. Durant la même période, les achats de marchandises et variations de stocks de la société ont connu une baisse de 8,78% à 352,275 milliards de FCFA



contre 386,193 milliards de FCFA en 2019. En revanche, les autres achats et charges externes avaient enregistré une hausse de 7%, passant de 41 milliards de FCFA en 2019 à 44 milliards de FCFA en 2020. La valeur ajoutée de la société avait connu une baisse de 18% à 22 milliards de FCFA contre 27 milliards de FCFA un an auparavant. Cette tendance baissière avait aussi caractérisé l'ex-

plément brut d'exploitation (-27,23%) avec une réalisation de 15,492 milliards de FCFA contre 21,289 milliards de FCFA au terme de l'exercice 2019. Il en est de même du résultat d'exploitation qui a enregistré une baisse de 41% à 7,982 milliards de FCFA contre 13,479 milliards de FCFA en fin 2019.

Avec financialafrik.com

Projet de métro d'Abidjan

Des mairies expriment leurs attentes au gouvernement

Le gouvernement en visite sur le tracé du projet de métro d'Abidjan a pu en apprendre sur les attentes des populations qui seront desservies par l'infrastructure. Au-delà des assurances données aux uns et aux autres, certains observateurs restent sceptiques.

Des responsables de mairies qui seront riveraines de la ligne de métro d'Abidjan (Côte d'Ivoire), dont le projet est en cours de réflexion au sein du gouvernement ont exprimé leurs attentes à l'occasion de la visite du Premier ministre, Patrick Achi, lorsqu'il visitait le tracé prévu pour cette infrastructure. « Je pense que l'impact sera très important pour la population », a fait savoir Amidou Sylla, maire de la commune d'Anyama, qui devrait abriter une des gares du futur métro. « Le prochain métro va d'abord nous apporter le développement, parce que cela créera des emplois », a expliqué pour sa part, Jeanne Peuhmond, l'adjointe au maire d'Abobo une des communes les plus populaires de la capitale ivoirienne. « Cela nous permettra aussi de moderniser et transformer notre commune, en termes de logements et de structures commerciales », a exprimé Farikou Soumahoro, maire de la commune d'Adjame. Ces préoccupations sont en droite ligne avec les objectifs que se donne le gouvernement sur ce projet. « Sur instruction du Premier ministre, nous sommes en train de mener une réflexion pour qu'il y ait une dimension beaucoup plus sociale en matière d'urbanisme pour développer de nouvelles villes autour du métro », a fait savoir Amadou Kone, ministre des Transports. Son homologue



en charge de l'Urbanisme a appuyé ce point de vue en citant de nouveaux quartiers d'Abidjan qui pourraient connaître une extension avec le métro. Le Premier ministre Patrick Achi espère que des quartiers considérés comme éloignés reviendront dans les faveurs des populations qui pourront rallier plus rapidement le centre-ville d'Abidjan. Au-delà de ces déclarations, le projet ne fait pourtant pas l'unanimité. Ses critiques lui reprochent d'être inutilement coûteux (plus de 1000 milliards FCFA supportés par le contribuable ivoirien) et de ne pas être le plus opportun en matière de transport en Côte d'Ivoire. La construction de l'infrastructure qui utilisera le chemin de fer existant dans la ville d'Abidjan a été confiée à un consortium constitué de l'entreprise française Bouygues et des Sud-coréens. Ses défenseurs préfèrent voir le bon côté de choses. Il est attendu du futur métro d'Abidjan qu'il permette de transporter

plus de 530 000 passagers par jour, désengorger la métropole ivoirienne, créer plus de 2000 emplois et surtout offrir une solution de mobilité durable aux habitants les plus modestes d'Abidjan résidant en périphérie de la ville. Si la mobilité urbaine est un défi pour la ville d'Abidjan comme pour de nombreuses grandes villes africaines, le fait de solutionner le problème avec un projet qui nécessitera au pays de faire des remboursements d'emprunts en devises peut rapidement devenir un défi pour le budget ivoirien. Aussi, l'essentiel de la clientèle ciblée par ce projet paiera ses tickets en monnaie locale. Certains commentateurs estiment que le gouvernement de Côte d'Ivoire aurait pu privilégier la ligne de chemin de fer allant de la localité de Man vers le port de San Pedro, facilitant ainsi les exportations de fer et de nickel, de potentielles sources de devises.

Avec Agence Ecofin

Cameroun

Très belle performance des exportations de la banane en juillet 2021

Au cours du mois de juillet 2021, les exportations de la banane produite au Cameroun ont culminé à 12 459 tonnes, selon une compilation des statistiques publiées par l'Association bananière du Cameroun (Assobacam). Les cargaisons ainsi exportées sont en hausse de 764 tonnes par rapport au mois de juillet 2020, au cours duquel les producteurs locaux avaient expédié 11 695 tonnes vers le marché international.

Cette embellie est le fait de la société des Plantations du Haut Penja (PHP). La filiale locale de la Compagnie fruitière de Marseille affiche des exportations de 10 352 tonnes en juillet 2021, soit 404 tonnes de plus que les 9 948 tonnes exportées au cours du mois de juillet 2020. Les performances de la CDC contribuent également à cette amélioration des volumes exportés. En effet, sur le chemin de la quête de son aura d'antan, après avoir été lessivé par la crise socio-politique qui sévit dans les deux régions anglophones du Cameroun depuis fin 2016,



cet agro-industriel public a exporté 1 012 tonnes de bananes en juillet 2021, contre 678 tonnes un an auparavant. Avec ce niveau d'activité, la CDC se fait chiper (comme en juin 2021 d'ailleurs) sa traditionnelle 2e place sur le marché local de la banane, par Boh Plantations PLC. Se-

lon les données de l'Assobacam, ce petit opérateur privé a exporté 1 095 tonnes de bananes en juillet 2021, contre 1 069 tonnes en juillet 2020. Ces performances ont certainement contribué à booster les recettes d'exportations du Cameroun le mois dernier. En effet, la banane est dans le top 10 des exportations non pétrolières du pays en direction de l'Union européenne. Selon les chiffres officiels, en 2019, le Cameroun a par exemple écoulé sur ce marché les bananes pour un montant de 136 milliards de FCFA.

Avec Investir au Cameroun

BRVM 10 138,93

Variation Jour ↓ -0,44 %

Variation annuelle ↑ 6,15 %



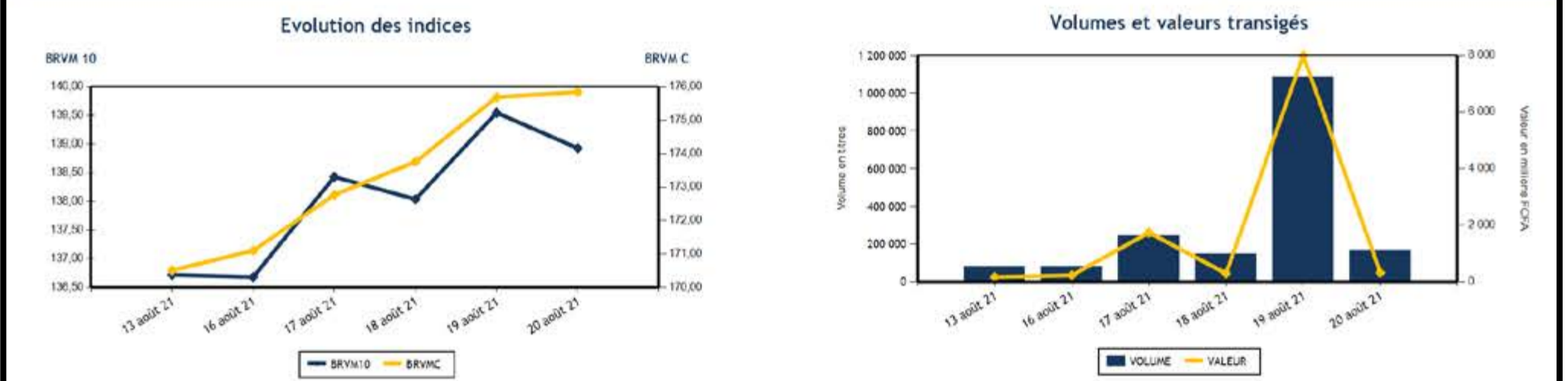
BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 160 vendredi 20 août 2021 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 175,85

Variation Jour ↑ 0,09 %

Variation annuelle ↑ 20,97 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 292 200 645 836	0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	167 607	-55,65 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	319 233 449	-62,97 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	0,00 %
Nombre de titres en baisse	12	-7,69 %
Nombre de titres inchangés	13	8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 921 413 929 706	-0,01 %
Volume échangé	910	-99,87 %
Valeur transigée (FCFA)	9 102 000	-99,87 %
Nombre de titres transigés	3	-50,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 720	7,50 %	72,00 %
SOLIBRA CI (SLBC)	151 180	7,50 %	197,01 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	510	7,37 %	121,74 %
CIE CI (CIEC)	2 315	6,93 %	54,33 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 740	5,14 %	54,67 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ONATEL BF (ONTBF)	3 795	-2,44 %	32,46 %
NESTLE CI (NTLC)	3 820	-2,05 %	1 093,75 %
SONATEL SN (SNTS)	14 000	-1,69 %	3,70 %
SAFCA CI (SAFC)	510	-0,97 %	82,14 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 375	-0,84 %	58,86 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	96,22	3,45 %	165,43 %	48 202	143 685 340	19,09
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	453,11	-1,19 %	10,39 %	14 205	74 201 720	8,15
BRVM - FINANCES	15	63,21	0,30 %	5,37 %	95 230	87 177 444	13,11
BRVM - TRANSPORT	2	455,07	3,81 %	20,17 %	567	1 062 300	7,57
BRVM - AGRICULTURE	5	175,08	-1,09 %	102,31 %	2 545	6 271 620	11,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	312,42	-0,01 %	37,98 %	6 776	6 781 725	19,42
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	132,14 %	82	53 300	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,28	
Taux de rendement moyen du marché	6,98	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,06	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	229 802,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 282 317 053,06	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,71	
Ratio moyen de satisfaction	31,50	
Ratio moyen de tendance	1 846,89	
Ratio moyen de couverture	5,41	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,97	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Chambre de Commerce et d'Industrie de
Abidjan - Côte d'Ivoire
Tel : (229) 21 21 11 00
Fax : (229) 21 21 11 00



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Niamey - Niger
Tel : (227) 20 20 20 20
Fax : (227) 20 20 20 20



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Lomé - Bénin
Tel : (229) 20 20 20 20
Fax : (229) 20 20 20 20



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Ouagadougou - Côte d'Ivoire
Tel : (229) 20 20 20 20
Fax : (229) 20 20 20 20



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Bamako - Mali
Tel : (223) 20 20 20 20
Fax : (223) 20 20 20 20



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Accra - Ghana
Tel : (233) 20 20 20 20
Fax : (233) 20 20 20 20



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Cotonou - Bénin
Tel : (229) 20 20 20 20
Fax : (229) 20 20 20 20



Chambre de Commerce et d'Industrie
de Libreville - Gabon
Tel : (241) 20 20 20 20
Fax : (241) 20 20 20 20

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.002.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 200435 - CC : 9019725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE - Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +229 20 37 66 85 / 86 - Fax : +229 20 37 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Amazon veut ouvrir plusieurs grands magasins

Le géant américain du commerce en ligne affiche désormais ses ambitions pour se faire une place dans un marché plus traditionnel.

Le géant du commerce en ligne Amazon prévoit d'ouvrir plusieurs grands magasins aux États-Unis, poursuivant la percée de cet ogre de l'internet dans le commerce de détail physique. Les premiers grands magasins Amazon pourraient voir le jour dans les États de l'Ohio et en Californie, croit savoir le Wall Street Journal qui a dévoilé l'information jeudi en citant des sources proches du dossier. Leur taille serait d'un peu moins de 3000 mètres carrés, poursuit le quotidien américain, un espace relativement modeste en comparaison avec les traditionnels centres commerciaux dans le pays. Amazon pourrait y vendre ses propres produits, allant des vêtements au matériel électronique en passant par les meubles, mais d'autres grandes marques pourraient également être présentes dans ces espaces. Ce projet n'est pas le premier d'Amazon en «dur», le géant du commerce en ligne exploitant déjà des boutiques depuis plusieurs années au travers de ses magasins «4 étoiles»



et des librairies Amazon Books. Comme il le fait avec ses librairies, Amazon met à profit au sein de ses magasins 4 étoiles les données tirées de la vente en ligne pour effectuer sa sélection de produits. Il y vend une sélection de produits Amazon et d'autres marques notés au minimum 4 étoiles, sur une échelle qui en compte 5. Amazon a par ailleurs racheté l'enseigne de grande distribution aux États-Unis Whole Foods en 2017 pour 13,7 milliards de dollars. Début 2018, le groupe a également ouvert à Seattle sa première boutique «Amazon Go», une épicerie sans caisse

où les achats sont enregistrés par capteurs et caméras. Il a poursuivi le mouvement en lançant en mars 2021 la première boutique du genre hors des États-Unis, à Londres. Le groupe ne souffre actuellement d'aucune concurrence en ligne, ayant dégagé au deuxième trimestre 2021 7,8 milliards de dollars de bénéfice net, 48% de plus qu'il y a un an. Selon eMarketer, en 2021, les ventes mondiales de la plateforme vont croître de plus de 26% à 626,6 milliards de dollars, soit 12,7% du marché global de l'e-commerce.

(AFP)

Cryptomonnaies

Des hackers volent 97 millions de dollars à une bourse japonaise

Des pirates informatiques ont réussi à faire un casse virtuel sur une plateforme d'échange, le deuxième du genre en quelques jours.

La plateforme japonaise d'échanges de cryptomonnaies Liquid cherchait vendredi à récupérer près de 100 millions de dollars d'actifs volés, lors du deuxième grand casse de ce type commis par des pirates informatiques ces derniers jours. La société, basée à Tokyo, a déclaré jeudi dans un communiqué qu'elle avait «détecté un accès non autorisé à certains portefeuilles de cryptomonnaies gérés par Liquid». Selon Elliptic, une entreprise basée à Londres qui aide à traquer les cryptomonnaies volées, «un peu plus de 97 millions de dollars en cryptomonnaies ont été réceptionnés sur des comptes identifiés par Liquid comme appartenant au voleur. Nos enquêteurs aident Liquid à suivre les fonds volés», a ajouté Elliptic dans un billet de blog.

Sécurité améliorée

Cette attaque intervient après qu'un pirate a volé la semaine dernière 600 millions de dollars de cryptomonnaies à la plateforme de finance décentralisée Poly Network, avant de rendre progressivement l'argent, affirmant qu'il avait réalisé le vol pour mettre en



évidence une faille de sécurité. Liquid a précisé avoir suspendu les retraits de cryptomonnaies le temps d'évaluer l'impact de l'attaque. Les échanges se poursuivent néanmoins pendant ce temps. La popularité des cryptomonnaies a grimpé en flèche ces dernières années, malgré les inquiétudes quant à leur impact environnemental. Le bitcoin, l'éthereum et d'autres monnaies numériques utilisent une technologie appelée blockchain, qui garantit que chaque transaction est enregistrée. Les voleurs qui tentent de dérober des

cryptomonnaies déplacent généralement les fonds sur de nombreux comptes à une vitesse vertigineuse, avec parfois des centaines de milliers de transactions, pour tenter de brouiller les pistes. Cependant, les acteurs du secteur ont amélioré leur capacité à identifier et à bloquer les cryptomonnaies volées. Liquid a ainsi indiqué qu'une somme en ethereum, équivalent à 16,3 millions de dollars, avait déjà été gelée «grâce à l'aide de la communauté cryptographique et d'autres bourses d'échanges».

(AFP)

Fusion

«Avancée historique» pour l'énergie du futur

Un laboratoire public américain s'est félicité mardi d'une «avancée historique» après avoir produit grâce à la fusion nucléaire davantage d'énergie que jamais auparavant.

Les résultats ont provoqué l'enthousiasme de nombreux scientifiques à travers le monde. Un laboratoire public américain a annoncé mardi avoir produit plus d'énergie que jamais auparavant grâce à la technique prometteuse de la fusion nucléaire, parlant d'une «avancée historique». L'expérience, qui a eu lieu le 8 août au National Ignition Facility (NIF), en Californie, «a été permise par la concentration de la lumière de lasers», pas moins de 192, «sur une cible de la taille d'un plomb» de chasse, explique un communiqué. Cela a eu pour effet de «produire un point chaud du diamètre d'un cheveu, générant plus de 10 quadrillions de watts par la fusion, pendant 100 trillièmes de secondes.» C'est huit fois plus d'énergie que lors des dernières expériences réalisées au printemps.

L'énergie de demain

La fusion nucléaire est considérée par ses défenseurs comme l'énergie de demain, notamment car elle produit peu de déchets et pas de gaz à effet de serre. Elle diffère de la fission, technique utilisée dans les centrales nucléaires actuellement, et qui consiste à casser les liaisons de noyaux atomiques lourds pour en récupérer l'énergie. La fusion est le processus inverse: on «marie» deux



noyaux atomiques légers pour en créer un lourd. En l'occurrence deux isotopes (variantes atomiques) de l'hydrogène, donnant naissance à de l'hélium. C'est ce processus qui est à l'œuvre dans les étoiles, dont notre Soleil. «Cette avancée place les chercheurs tout près du seuil d'ignition», selon le communiqué, c'est-à-dire le moment où l'énergie produite dépasse celle utilisée pour provoquer la réaction. Des préparatifs sont déjà en cours pour reproduire cette expérience, ce qui prendra «plusieurs mois», informe le communiqué, qui précise que des données détaillées seront publiées dans une revue scientifique. «Ce résultat est une avancée historique pour la recherche sur la fusion par confinement inertiel», a déclaré Kim Budil, le directeur du Lawrence Livermore National Laboratory, dont dépend le NIF.

Principale avancée depuis 49 ans

«Les équipes du NIF ont fait un travail extraordinaire», a commenté le professeur Steven Rose, co-directeur du centre de recherche dans ce domaine à l'université Imperial College London. «C'est l'avancée la plus significative dans la fusion inertielle depuis ses débuts en 1972.» Mais «transformer ce concept en une source d'énergie électrique renouvelable sera probablement un long processus et impliquera de surmonter des défis techniques conséquents», a toutefois tempéré Jeremy Chittenden, co-directeur du même centre à Londres. En France, le projet international Iter vise également à maîtriser la production d'énergie à partir de la fusion de l'hydrogène. L'assemblage du réacteur a commencé il y a un an dans les Bouches-du-Rhône.

(AFP)

Tech

Epic Games dépose plainte contre Google

Epic Games, développeur de Fortnite, accuse Google d'avoir payé des entreprises pour protéger son monopole sur les applications

Epic Games accuse Google d'avoir passé des contrats avec différentes entreprises pour verrouiller son emprise sur le marché de la distribution des applications et protéger des milliards de dollars de revenus, et le développeur du jeu phénomène Fortnite a déposé une plainte en ce sens jeudi en Californie. Epic reproche à Apple et Google, qui dominent l'économie mobile mondiale, d'imposer aux développeurs d'applications l'utilisation de leurs plateformes de téléchargement (l'App Store d'Apple et le Play Store de Google) ainsi que leurs systèmes de paiement, et de leur faire payer des commissions trop élevées (30%). Contrairement au fabricant de l'iPhone, Google autorise les magasins alternatifs. Mais l'éditeur de Fortnite a entrepris de démontrer que c'est une illusion, et que le système d'exploitation

mobile Android n'est guère plus ouvert que iOS.

App Store

«Google a érigé des barrières contractuelles à la compétition (...) en reconnaissant que le groupe risquait de perdre des milliards de dollars si jamais la distribution des applis sous Android était ouverte à la compétition et que des magasins concurrents, dont un +Epic Store+ parvenaient à +gagner du terrain+», assure le studio dans sa plainte révisée. Les avocats d'Epic fondent leur argumentation sur des documents récemment mis à leur disposition, dans le cadre de la procédure en justice lancée il y a un an, quand l'éditeur avait tenté de contourner aussi bien l'App Store que le Play Store. Fortnite avait immédiatement été exclu des deux plateformes, mais était resté accessible aux utilisateurs de smartphones sous Android (84% des téléphones

portables) grâce aux accès alternatifs, dont son propre site web. Google a passé différents accords avec d'autres entreprises «afin de +réduire le risque que d'autres développeurs de jeux en vogue ne se servent plus en priorité de Google Play pour distribuer leurs titres+», cite la plainte. Le géant de la Silicon Valley avait estimé, selon les documents cités par Epic, que 6 milliards de dollars de revenus sur le Play Store, et 1,1 milliard de profit, étaient «en danger, rien que pour 2022». Selon des accords comme le «Premier Device Program», des fabricants de smartphones comme LG et Motorola ont reçu des compensations financières de Google en échange de l'exclusivité accordée au Play Store. Quelques mois après le début de ce programme, «Google a reconnu qu'il avait ainsi éliminé avec succès le +risque de contagion+», assure Epic.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Le présent environnement planétaire devrait vous permettre d'améliorer votre situation financière. Mais en même temps, vous aurez sans doute pas mal de dépenses à faire pour la maison. Faites vos comptes attentivement pour ne pas basculer dans le rouge.

Taureau Cette journée étant placée sous le signe d'une chance insolente qui touchera le domaine financier de votre vie, il ne serait pas du tout étonnant que vous soyez l'un des gagnants du Loto, du Millionnaire, ou du Tiercé. Mais attention : si vous gagnez gros, vous aurez peut-être des difficultés à garder cet argent. Vous ne faites en effet pas partie des gens qui savent d'instinct gérer leurs finances. Prenez alors conseil.

Gémeaux Climat astral nettement favorable à la stabilisation de la vie matérielle. Certains natifs se verront proposer un emploi plus rémunérateur. D'autres bénéficieront d'une rentrée d'argent inespérée. Si vous avez quelque chose à vendre, un objet ou une idée, ce sera l'occasion ou jamais de faire monter les enchères.

Cancer A la faveur des bons aspects de Mercure, vous pourrez effectuer des transactions fructueuses. Mais soyez vigilant dans le maniement de l'argent, et acceptez les conseils des spécialistes.

Lion A cause des aspects explosifs que Mars formera dans votre Ciel natal aujourd'hui, vous vous trouverez sur des sables mouvants en ce qui concerne le côté pécuniaire de votre existence. Vous devrez adopter de sévères mesures d'économie et de discipline afin de maintenir les acquis ou de consolider votre situation présente.

Vierge Votre goût du risque pourra vous entraîner très loin. Attention aux opérations financières hasardeuses qui pourraient être catastrophiques. Mais il sera possible d'effectuer des transactions plus fructueuses.

Balance Les astres continueront à vous gêner sur le plan financier. Pluton et Jupiter vont agir sur vous au maximum de leurs possibilités. Non seulement ils vous aideront

à gérer efficacement votre budget, mais ils pourraient aussi faire dégringoler dans votre escarcelle quelques dividendes provenant de placements judicieusement choisis. A moins que vous n'ayez droit au remboursement inattendu d'une créance oubliée.

Scorpion Avec votre pouvoir de persuasion, allié à un solide bon sens, vous réussirez à mener à bien une transaction financière qui s'annonçait pourtant très difficile. Mais ne vous endormez pas sur vos lauriers. Sagittaire

Sagittaire Ne recherchez pas la facilité. Tenez compte de l'opinion de votre entourage : elle a son importance dans ce que vous réaliserez aujourd'hui. Vous pourriez y trouver l'occasion de gains supplémentaires appréciables.

Capricorne Les influences planétaires vous seront particulièrement favorables en cette journée. A vous de savoir profiter de cette aubaine et de vous tenir à l'affût des bonnes affaires. Les circonstances vous permettront de réaliser des transactions financières très lucratives.

Verseau Vous qui tenez à préserver l'équilibre de vos comptes, pourrez vous sentir pleinement rassuré sur le plan pécuniaire. Aucune planète ne viendra en effet menacer les secteurs de votre thème lié aux finances. A l'inverse, il ne faut pas non plus vous attendre à des rentrées mirobolantes. Vous aurez envie de faire plaisir à votre entourage, vous pourriez même craquer pour un achat coûteux ; mais vous ne risquez pas de confondre générosité et gaspillage.

Poissons Du fait des aspects harmoniques de Pluton, il n'est pas exclu que certains natifs trouvent aujourd'hui l'immeuble ou le logement de leur rêve. Mais il leur faudra faire un calcul serré sur le plan financier et de faire preuve de beaucoup d'esprit critique dans leur choix : même si l'ensemble leur paraît idéal, autant jouer à l'avocat du diable !

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Recrutement d'une Agence de Voyages pour la Commission de la CEDEAO



Date : 09 Août 2021 - 29 Août 2021

Institution : Abuja, Nigeria

Contact :

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT (AAOI)

Recrutement d'une Agence de Voyages pour la Commission de la CEDEAO

Date: 09 Aout 2021

AOI No : COM/AOI/01/2021

1. La Commission de la CEDEAO, dans le cadre de l'exécution de son budget 2021, souhaite procéder au Recrutement d'une Agence de Voyages justifiant d'une expertise avérée qui se chargera de la gestion des divers aspects liés aux déplacements officiels incluant (sans pour autant se limiter) l'émission de billets, les réservations d'hôtel, les conseils prodigués aux voyageurs, l'assistance dans le cadre des formalités liées au transport des dépouilles mortelles et, au besoin, aux autres services connexes.

2. L'objectif principal est la fourniture d'un service de gestion des voyages et autres services connexes, au meilleur coût, pour les Membres du Personnels et/ou leurs personnes à charge (pour des voyages officiels et non officiels), les Consultants, les Représentants des Gouvernements et les Participants aux réunions ou en mission officielle pour le compte de la Commission de la CEDEAO.

3. La Commission de la CEDEAO invite à présent les Agences de Voyages dûment enregistrées dans leur pays d'origine à soumissionner au marché de Recrutement d'une Agence de Voyages pour le compte de la Commission de la CEDEAO (Lot unique). Les Agences de Voyages des États Membres de la CEDEAO non enregistrés au Nigeria et qui n'y opèrent pas doivent avoir

un partenaire local dûment enregistré et autorisé à opérer au Nigeria. Ceci est dû au fait que seules les Agences basées au Nigeria peuvent émettre des billets d'avion de compagnies telles que British Airways, Lufthansa, Emirates et quelques autres à des tarifs abordables mais aussi du fait que la majorité des voyages de la Commission ont pour point de départ le Nigeria.

Remarque: Les Agences de Voyages enregistrées en dehors de la région CEDEAO sont tenues d'entrer en partenariat ou en coentreprise avec des Agences de Voyages des États membres de la CEDEAO et d'avoir un partenaire local dûment enregistré et autorisé à opérer au Nigeria, pour être éligible à participer à cet Appel d'Offres.

4. Les Agences de voyages éligibles et intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse suivante pendant les heures d'ouverture des bureaux :

Lundi au vendredi de 9h00 à 17h00, Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration générale, Division Passation des Marchés, 1er étage, Plot 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401 Abuja Nigeria.

Courriel : sbangoura@ecowas.int with copy to cdeh@ecowas.int; afallah@ecowas.int; orobinsonatabuh@ecowas.int; odada@ecowas.int; vtulay@ecowas.int

5. Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est mis à la disposition des Agences Intéressées par la Division Passation des Marchés, Direction de l'Administration générale, Commission de la CEDEAO, situé au 1er étage à l'adresse ci-dessus mentionnées.

Le DAO (Français ou Anglais) est obtenu par envoi d'une demande écrite et du paiement d'une somme de Deux cent Dollars (USD 200) ou son équivalent dans une monnaie convertible acceptable par la CEDEAO, en espèces ou par chèque, et à l'ordre de la Commission de la CEDEAO, Abuja.

6. Pour les Agences intéressées et résidant à l'extérieur du Nigeria, le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) leur sera transmis par courrier et après paiement du dossier (virement bancaire au nom de la Commission de la CEDEAO). Les Coordonnées bancaires de la CEDEAO seront transmises sur demande.

7. Les Offres devront être valables pour 120 Jours à compter de la date limite de soumission des offres.

8. Les offres doivent être accompagnées de l'Original de la Garantie de soumission (garantie bancaire ou cautionnement d'assurance) d'un montant total de Cent mille Dollars US (\$100 000) ou son équivalent dans une monnaie convertible acceptable par la CEDEAO.

NB: Cette garantie de soumission doit demeurer valide pendant vingt-huit (28) jours après l'expiration de la période de validité de la soumission, ce qui porte la période de validité totale de la garantie de soumission à 148 jours. Si l'Institution bancaire émettrice de la Garantie bancaire est située en dehors des quinze (15) États membres de la CEDEAO, cet établissement financier doit avoir un Établissement financier partenaire situé dans l'un des quinze États membres pour la rendre exécutoire. Les soumissionnaires sont invités à suivre strictement cette instruction.

9. Les offres (1 Original et 3 Copies) doivent être soumises (en Anglais ou en Français) dans une enveloppe scellée et déposée dans la Boite d'Appel d'Offres de la CEDEAO située à la Division Passation des Marchés, Direction de l'Administration Générale, 1er étage du siège de la Commission de la CEDEAO, 101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P. M. B. 401, Abuja, Nigeria au plus tard le Mercredi 29 Septembre 2021, à 11h00 (GMT+1).

10. Les offres doivent être soumises en portant clairement la mention « Recrutement d'une Agence de Voyage pour le Compte de la Commission et doivent clairement comporter une proposition technique conforme aux services requis, une proposition financière hors taxes et incluant tous les frais et les remises supportées ou accordées par l'agence de voyage.

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires désireux d'assister à l'ouverture des plis (ouverture en ligne) le Mercredi 29 Septembre 2021 à 12h00 (GMT+1). Le lien pour l'ouverture en ligne sera communiqué aux soumissionnaires intéressés.

11. Veuillez noter que les soumissions par voie électronique ne sont pas acceptées et par conséquent ne seront pas évaluées.

12. Cet Avis d'Appel d'Offres a aussi été publié sur le site web de la CEDEAO <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement/>

Commissaire, de l'Administration Générale et des Conférences

Développement communal**La mairie de Blitta 1 réceptionne des ouvrages**

Plusieurs mairies deux ans après leurs mises en place, ont entamé des travaux de développement de leurs ressorts territoriales. C'est le cas de la commune de Blitta 1 qui a réceptionné le 18 août 2021 dernier, plusieurs ouvrages dont deux dalots à Blitta-Gare.

● **Eyram AKAKPO**

L'exécutif communal de Blitta 1 a réceptionné le mercredi dernier plusieurs ouvrages réalisés par la mairie. Il s'agit notamment des travaux de construction et d'équipement d'un bloc de quatre cabines d'hospitalisation au CHP Blitta-campement, de l'achèvement de la clôture du marché moderne de Blitta, de la construction d'une aire d'abattage à Pagala-Gare et des travaux de construction de deux Dalots (100x0,80) à Blitta-Gare. Les autorités municipales présentes au cours de la visite se sont réjoui des multiples avantages que représentent ses ouvrages pour les populations. L'occasion était aussi pour les responsables de la commune de féliciter les



entreprises pour la célérité et la qualité des travaux accomplis. Des recommandations ont été également formulées à leur endroit. Il sied de préciser que les travaux de construction et d'équipement du bloc d'hospitalisation et du mur de clôture de l'EPP Blitta Campement sont exécutés par la société Afrik Contact, financés par les ristournes de l'ODEF. Ces travaux ont coûté respectivement 33.399.377 FCFA et 717.800

FCFA. Quant aux travaux de construction de l'aire d'abattage à Pagala-Gare et de deux dalots à Blitta-Gare ainsi que ceux de la clôture du marché moderne de Blitta, ils ont été respectivement financés à hauteur de 6.105.328 FCFA, 7.215 FCFA et 6.057.801 FCFA, par le fonds d'appui aux collectivités territoriales. Notons que la visite de réception a été conduite par le chef de l'exécutif communal Dazimwai Yao.

Premier League**Chelsea veut prolonger Trevoh Chalobah**

Revenu d'un prêt plutôt concluant à Lorient, Trevoh Chalobah s'apprête à connaître l'étage supérieur. Thomas Tuchel souhaite le conserver pour cette saison.



● **Trevoh Chalobah à l'échauffement avec Chelsea ©Maxppp**

Il l'a carrément titularisé en Super Coupe d'Europe face à Villarreal et lors de la première journée de Premier League face à Crystal Palace (victoire 3-0), un match où le défenseur central a même marqué. Sous contrat

jusqu'en 2023, le joueur de 22 ans va se voir récompenser de sa progression puisque selon le Guardian, Chelsea veut le prolonger. Cependant, il n'est pas exclu que l'Anglais soit envoyé à nouveau en prêt.

Cela dépendra des dossiers Zouma et Koundé. Valence et le LOSC sont cités par le média comme étant des clubs intéressés par le profil de Chalobah.

Avec [footmercato.net](https://www.footmercato.net)

Institutions internationales**L'AFIT veut relever le défi de la représentativité Togolaise**

« Fonctionnaire international, rôles et défis pour le rayonnement du Togo ». C'est autour de ce thème que l'Association des Fonctionnaires Internationaux Togolais (AFIT) a tenu, jeudi 19 août 2021 à Lomé, sa première Assemblée générale (AG) annuelle.



La rencontre organisée en présentiel et en ligne a permis aux membres de cette association de faire le point de leur première année d'activités et de définir de nouvelles stratégies visant à améliorer la représentativité des Togolais au sein des institutions internationales à travers le monde. Les travaux de cette Assemblée générale ont démarré officiellement à l'issue d'une cérémonie d'ouverture présidée par le Secrétaire général du Gouvernement, Kanka-Malick NATCHABA, a constaté sur place l'Agence de presse AfreePress. Cette rencontre a offert l'occasion au Bureau exécutif de l'AFIT dirigée par Mme Agathe TELOU de dresser le bilan de son exercice annuel (rapport d'activités et financier). « Au-delà de la promotion des choix de nos compatriotes pour les postes électifs à l'international, nous nous sommes surtout engagés à susciter les candidatures de nos sœurs et frères togolais aux différents postes offerts par les Organisations Internationales. À travers cet engagement résolu, il faut voir la volonté de notre Association de soutenir les efforts des pouvoirs publics en cours dans le déploiement d'une

stratégie de rayonnement et de promotion des Togolais à l'extérieur », a indiqué à cette occasion, la présidente de l'AFIT. Les travaux ont en outre permis aux membres de l'AFIT d'adopter un Plan stratégique et opérationnel quinquennal (2022-2026) de leur association dont l'objectif est d'accompagner les actions du gouvernement en matière d'inclusion sociale. À l'ouverture des travaux, le Secrétaire général du gouvernement a salué les efforts de l'AFIT et souligné l'importance de la tenue de cette première AG. « Cette première Assemblée générale annuelle de l'AFIT est une opportunité pour les pouvoirs publics d'engager et d'approfondir la conversation à un niveau stratégique avec les hauts cadres. Et ceci, en lien avec l'idée du partenariat collectif de la gouvernance concertée prônée par le Chef de l'Etat », a-t-il indiqué. Pour lui, le gouvernement attend beaucoup de ses compatriotes fonctionnaires publics internationaux pour accélérer ses projets et programmes sociaux inscrits dans sa feuille de route 2020-2025. « Nous avons deux objectifs dans le cadre de la conversation que nous voulons entamer avec

l'AFIT. D'abord, donner aux membres de l'association, des outils qui vont leur permettre de contribuer au rayonnement du Togo à l'international et ensuite, capitaliser sur leurs expériences acquises pour développer le pays », a ajouté M. NATCHABA. Comme défi majeur, l'AFIT attend d'œuvrer davantage pour le choix des Togolais à des postes de décisions dans les organisations et institutions internationales. Et pour y parvenir, l'association annonce des actions au rang desquelles, la signature d'une convention de collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur. Elle compte également collaborer avec la cellule présidentielle de placement des Togolais, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et autres structures pertinentes, tant du secteur public que du privé. Pour rappel, l'AFIT a été portée sur les fonts baptismaux le 22 août 2020, pour combler le besoin d'un meilleur positionnement des cadres togolais dans les organisations ou institutions internationales. L'association œuvre pour la promotion et le bien-être de ses membres au sein des organisations internationales.

©AfreePress

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lomaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56